

Bruxelles, le 9 juillet 2015

A Monsieur Siegfried BRACKE
Président

Chambre des Représentants
1000 Bruxelles

Vos références: SG/PH/pv/COR/286-15

Monsieur le Président,
Cher Collègue,

Concerne : Proposition de résolution relative à la convention Tihange 1

Nous avons pris connaissance de votre courrier du 7 juillet sous référence qui fait suite aux rencontres (tenues dans votre bureau les 29 juin et 2 juillet) nous ayant permis d'entendre vos réflexions et d'exposer nos motivations et préoccupations. Nous avons bien noté votre demande de retirer des développements de notre proposition de résolution le passage présentant la convention.

Nous prenons ci-dessous la peine de répondre dans un premier temps point par point aux deux motifs (risque d'engager la responsabilité de l'État & risque de compromettre la crédibilité de la Chambre) que vous avancez dans votre courrier sans autre référence juridique précise, pour ensuite aborder le cadre juridique dans lequel doit s'inscrire le contrôle de recevabilité.

1) Risque d'engager la responsabilité de l'État

1.1. L'article 58 de la Constitution prévoit une protection spéciale pour les parlementaires dans l'exercice de leur fonction : « *Aucun membre de l'une ou l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions* ». Les cours et tribunaux ne sont donc pas habilités à se prononcer, tant du point de vue pénal que du point de vue civil, sur l'usage que font les parlementaires de leur *freedom of speech*. Les constitutions de pratiquement toutes les démocraties parlementaires prévoient une telle immunité dont l'origine se retrouve dans le *Bill of Rights* anglais de 1689. La note du service juridique distribuée en conférence des présidents ce 1^{er} juillet valide d'ailleurs le fait que notre démarche s'inscrit dans ce cadre: « *Nous partageons l'avis du directeur d'administration du Secrétariat législatif selon lequel les auteurs ne sortent pas, strictement parlant, du périmètre de l'irresponsabilité parlementaire (art. 58 de la Constitution) en optant pour la voie de résolutions: les résolutions expriment en effet des opinions dans l'exercice de la fonction parlementaire.* »

1.2. Le caractère « absolu » de l'irresponsabilité parlementaire et de la « couverture » de l'État en termes de risque d'engagement de sa responsabilité a été confirmé dans l'arrêt de cassation rendu le 1^{er} juil 2006 : « *Si les citoyens avaient le droit d'introduire une réclamation contre l'État sur la base d'une opinion prétendument émise de manière incorrecte dans le cadre des travaux parlementaires, cette liberté serait limitée en violation de la Constitution* ». « *Ne constitue pas une atteinte disproportionnée au droit d'accès au juge la circonstance que le juge ne peut décider si une opinion d'un parlementaire ou d'une commission parlementaire constituait une faute susceptible d'entraîner la responsabilité de l'État fédéral* ». Aucune décision ultérieure de la Cour de cassation n'a infirmé cette jurisprudence.

1.3. Ces éléments sont rappelés dans la brochure intitulée « *L'irresponsabilité parlementaire* », rédigée par le service juridique de la Chambre des représentants et distribuée à chaque parlementaire il y a un peu plus d'un mois. Dans l'avant-propos que vous signiez de votre propre nom, vous précisiez ceci: « *Je suis convaincu que cette nouvelle édition permettra de mieux comprendre la signification de l'irresponsabilité parlementaire dans le contexte du libre débat politique* ». Sachez, Monsieur le Président, que nous en sommes aussi convaincus que vous et que nous avons à cœur de faire bon usage de ce document essentiel.

1.4. Le point 1.4. de cette brochure précise que « *La ratio legis de l'irresponsabilité parlementaire est évidente : dans le cadre de l'exercice de son mandat, un parlementaire doit pouvoir s'exprimer librement, en toute indépendance et sans crainte d'être poursuivi ou sanctionné* ». Et le point 2.4.1.1 précise que « *Cela recouvre les opinions exprimées aussi bien oralement que par écrit [propositions de loi et propositions de résolution, amendements, interpellations, questions, motions, etc.]* ». C'est précisément de cette liberté dont nous voulons faire usage par le dépôt de notre proposition de résolution. A aucun moment l'existence d'une éventuelle confidentialité – quand bien même il y aurait une clause explicite, ce qui n'est pas le cas dans la situation qui nous occupe - n'est citée dans cette brochure ou ailleurs comme obstacle potentiel à l'usage de notre liberté d'expression.

1.5. Notre collègue Hendrik VUYE co-signait récemment, comme Professeur à l'Université de Namur, un article intitulé « *Le libre débat politique, une valeur essentielle de la démocratie* ». Publié dans le numéro 368 des Chroniques de droit public, H. VUYE rappelle dans cet article que « *depuis l'arrêt Castells contre Espagne du 23 avril 1992, la Cour précise tout d'abord que, précieuse pour chacun, la liberté d'expression l'est tout particulièrement pour un élu du peuple, puisque celui-ci représente ses électeurs, signale leurs préoccupations et défend leurs intérêts. (...) Cela sera a fortiori le cas lorsqu'il s'agit d'un membre de l'opposition, étant entendu qu'un adversaire des idées et positions officielles doit pouvoir trouver sa place dans l'arène politique* ».

1.6. L'article co-signé par notre collègue renvoie à plus de 20 affaires différentes de la Cour européenne des droits de l'homme qu'il serait fastidieux de passer ici en revue. La proposition de résolution dont il est question, signée par deux membres de l'opposition, s'inscrit dans ce cas d'espèce où deux membres de l'opposition souhaitent mettre en exergue une opinion relative au contenu d'un texte qui engage l'État et son budget.

1.7. Nous tenons toutefois à mettre en évidence un arrêt particulier de la Cour européenne des droits de l'homme car il ferme clairement la porte à toute exception en matière de *freedom of speech*. Amenée à se prononcer le 17 décembre 2002 dans le cadre de l'affaire A. c/Royaume-Uni sur les conséquences qu'ont eu des propos d'un député, la Cour a en effet précisé en son paragraphe 88 que « *Ces considérations ne sauraient toutefois modifier sa conclusion quant à la proportionnalité de l'immunité parlementaire en cause, car la création d'exceptions à cette immunité, dont l'application serait alors fonction des faits particuliers de chaque espèce, aurait pour effet de saper sérieusement les buts légitimes poursuivis* ».

1.8. Intervenant à la cause dont il est question au point 1.7 ci-dessus, le gouvernement belge avait d'ailleurs tenu à préciser que « *Les articles 58 et 59 de la Constitution belge interdisent d'engager des poursuites à l'encontre d'un membre de l'une ou l'autre des chambres fédérales du Parlement en raison des opinions ou votes émis par lui. (...) Cette immunité, qui couvre même les actes portant atteinte aux droits des citoyens, est considérée dans le droit et la pratique internes comme une garantie essentielle au bon fonctionnement du pouvoir législatif, et son caractère absolu comme une condition indispensable à l'efficacité de cette garantie. Les considérations d'ordre privé doivent s'effacer devant l'intérêt général prédominant* ». Ces propos très clairs s'appliquent parfaitement dans le cas qui nous occupe.

1.9. C'est dans le même arrêt que la Cour européenne des droits de l'homme a précisé en son paragraphe 85 que « *L'immunité absolue dont jouissent les députés vise de plus à protéger les intérêts du Parlement dans son ensemble et non ceux des députés à titre individuel, comme en témoigne le fait qu'elle ne joue pas en dehors de l'enceinte parlementaire.* ». Vu cette protection du Parlement, sa responsabilité ne peut pas être davantage engagée que celle du parlementaire concerné.

1.10. Pour le surplus, on rappellera qu'en vertu de la clause de faveur consacrée par l'article 53 de la Convention européenne des droits de l'homme, une éventuelle jurisprudence strasbourgeoise à venir ne peut être invoquée pour fonder des restrictions à la protection spéciale garantie par la Constitution à la liberté d'expression des parlementaires.

Nous pouvons donc conclure que le premier motif de votre courrier n'est pas relevant dans le cas qui nous occupe de la proposition de résolution en annexe.

2) Risque de compromettre la crédibilité de la Chambre

2.1. Nous ne percevons pas à quelle notion juridique se raccroche cet élément. S'il devait être admis qu'un concept aussi flou puisse limiter un droit fondamental des parlementaires, celui-ci serait gravement menacé. En droit public belge, lorsqu'une liberté est consacrée, elle doit être interprétée largement et ses limitations doivent faire l'objet d'une interprétation restrictive.

2.2. Nous pensons au contraire que c'est la situation actuelle (non transparence sur le contenu de la convention) qui compromet gravement la crédibilité de notre État de droit et que le dépôt de notre proposition de résolution permet justement de redonner, pour partie, un minimum de crédibilité à nos institutions.

2.3. Pour appuyer le point 2.2 ci-dessus, nous nous référons aux différents avis du Conseil d'État émis sur les dossiers « prolongation des centrales nucléaires » que ce soit antérieurement (53.816/1/V du 9 septembre 2013 « *Eu égard au principe de légalité en matière d'impôts, consacré aux articles 170§1er, et 172, alinéa 2, de la Constitution, les éléments essentiels de l'impôt doivent être établis par la loi* ») ou plus récemment (57.093/3 « *Il convient avant toute chose d'observer que la fonction normative ne peut pas être exercée par la conclusion de conventions avec les intéressés. Un tel procédé serait contraire à la Constitution* » ; 57.630/3 « *Dans son avis 57.093/3, le Conseil d'État a exposé que le règlement de ces éléments par convention est contraire à la Constitution et qu'il incombe au législateur de les régler lui-même, de sorte qu'il n'appartient pas au pouvoir exécutif de contracter des engagements à cet effet qui pourraient lier le législateur du moins dans les faits* »).

Nous pouvons donc conclure que ce second et dernier motif de votre courrier n'est pas davantage relevant dans le cas qui nous occupe de la proposition de résolution en annexe.

Venons-en maintenant à l'analyse du cadre juridique dans lequel s'inscrit le contrôle de recevabilité et des précédents existants en la matière.

3) Cadre juridique du contrôle de recevabilité

3.1. Il faut bien distinguer l'acte « technique » du contrôle de recevabilité de l'acte « politique » de la prise en considération. Nombre de propositions (et notamment des propositions populistes, nationalistes ou autres) n'ont pas été prises en considération, mais elles n'ont jamais jusqu'à présent été bloquées au stade technique du contrôle de recevabilité.

3.2. Nonobstant le fait que, comme le rappelle la note du service juridique déposée en conférence des présidents ce 1^{er} juillet, l'article 75.2 du Règlement ne prévoit pas explicitement de critère à prendre en compte pour le contrôle de recevabilité, un éventuel refus doit s'effectuer sur base d'un « motif valable » (or les deux seuls motifs utilisés dans votre courrier ont été jugés ci-dessus aux points 1 et 2 comme non pertinents) mais également en proportionnalité (ce qui n'est pas le cas, voir notamment le point 1.7 ci-dessus) et surtout en plein respect de la hiérarchie des normes. De ce point de vue, il est évident que l'article 75.2 du Règlement ne peut être interprété qu'à la lumière de l'article 58 de la Constitution et que nous revoyons à ce propos au point 1 ci-dessus.

3.3. Les précédents en termes de refus de recevabilité sont d'ailleurs peu nombreux et respectent tous scrupuleusement le cadre tel que rappelé aux points 3.1. et 3.2. ci-dessus. Comme l'illustre Marc Van Der Hulst au point 389 de son livre « Compétences et fonctionnement des chambres fédérales », ils relèvent de trois catégories : problèmes de forme, inconstitutionnalité ou aspect farfelu du propos.

3.3.1 Premier cas de figure : « *Le président peut en théorie déclarer une proposition irrecevable au motif qu'une disposition particulière du Règlement n'a pas été observée* » : nombre de signataires excédentaires ou dépôt d'une proposition dont la chambre a déjà refusé la prise en considération. Nous ne sommes pas dans ce cas de figure.

3.3.2 Deuxième cas de figure « *La quasi-totalité des cas où l'autorisation d'imprimer et de distribuer a été refusée concernent cependant des propositions qui étaient manifestement inconstitutionnelles* » : dénonciation d'un traité international, modification d'un arrêté royal fixant les compétences du gouvernement, annulation d'un arrêté de nomination. Nous ne sommes pas non plus dans ce cas de figure.

3.3.3 Dernier cas cité par l'auteur « *Il est arrivé très exceptionnellement qu'une autorisation d'imprimer soit refusée ou tenue en suspens parce que le contenu de la proposition sortait des limites du savoir-vivre politique, par exemple parce qu'elle renfermait une attaque personnelle contre un parlementaire, parce qu'elle usait d'un langage grossier ou parce qu'elle menaçait de ridiculiser l'institution* » : proposition de loi dans laquelle figurait notamment un relevé assez exhaustif des injures dont les femmes peuvent être gratifiées, proposition visant à accuser un ministre qui avait publiquement déclaré qu'il avait fait euthanasier sa mère, proposition de loi visant à associer la gendarmerie à la distribution du courrier. Nous ne sommes pas davantage dans ce cas de figure.

3.4. Le Règlement de la Chambre prévoit que si le président refuse d'octroyer l'autorisation d'imprimer mais que les auteurs souhaitent maintenir leur texte, « *la proposition est transmise à la Conférence des présidents qui pourra décider que la proposition doit être distribuée* ». A notre demande, vous nous avez transmis ce 8 juillet les précédents en la matière. Ils ne sont qu'au nombre de quatre. Dans trois cas, la conférence des présidents a décidé que la proposition pouvait être imprimée et dans l'unique cas de « refus », la proposition avait déjà été déposée et jugée recevable lors d'une session antérieure. Comme en atteste le relevé ci-dessous, il n'y a donc encore eu aucun cas de refus de publication d'une proposition parlementaire dont les auteurs ont maintenu la demande de diffusion !

3.4.1. Au cours de la session extraordinaire 1991-1992, M. STANDAERT a déposé une proposition de loi n° 559/001 « *organisant un effort national d'économie sur le budget des Voies et Moyens grâce aux timbres distribués dans les stations-service* ». Durant sa réunion du 23 juin 1992, la Conférence des présidents a décidé que la proposition pouvait être imprimée.

3.4.2. Toujours au cours de la session extraordinaire 1991-1992, M. STANDAERT a déposé une proposition de loi n° 675/001 "instaurant un test de séropositivité pour les députés et sénateurs". La Conférence des présidents a décidé lors de sa réunion du 16 septembre 1992 que cette proposition pouvait être imprimée.

3.4.3. Au cours de la session 1992-1993, M. DEWINTER a déposé une proposition de loi "complétant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce". La Conférence des présidents a décidé lors de sa réunion du 10 février 1993 que cette proposition de loi n'était pas recevable et qu'elle ne devait pas être distribuée.

Cette proposition de loi avait déjà été déposée précédemment, lors de la session 1989-1990, sous le n° 1086/001. Dans son avis, le Conseil d'État l'avait jugée contraire à l'article 23 de la Constitution (voir DOC 1086/002).

3.4.4. Au cours de la session 2012-2013, M. LOUIS a déposé la proposition de résolution n° 2860/001 "relative à la révision du système électoral et à l'instauration du tirage au sort des membres du Parlement fédéral du Royaume de Belgique". La Conférence des présidents a décidé lors de sa réunion du 23 mai 2013 que cette proposition pouvait être imprimée.

Nous pouvons donc conclure que ni le cadre juridique ni les précédents existants ne permettent de refuser notre proposition de résolution. Par contre, si un tel refus devait se confirmer, il créerait un très dangereux précédent.

4) Risque de création d'un dangereux précédent

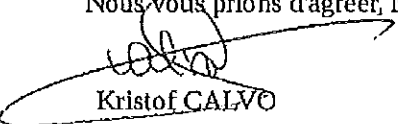
4.1. Si le cas qui nous occupe devait conduire à un contrôle de recevabilité négatif, il créerait à n'en pas douter un très dangereux précédent.

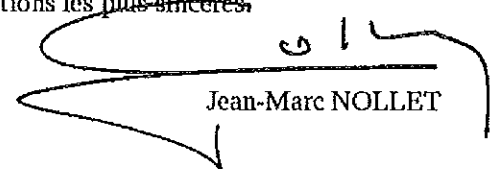
4.2. Un président de la Chambre pourrait désormais juger seul et en dehors de toute balise juridique de ce qui peut être porté comme proposition à la connaissance des membres de la Chambre. Nous ne pouvons accepter ni même imaginer un tel changement de régime.

4.3. Est-il encore nécessaire de rajouter que des éléments fondamentaux de la convention dont il est question dans la proposition de résolution ont déjà fait l'objet de publication dans la presse et notamment les contenus des articles 6, 9 et 12 de la convention, de même que le montant de 57 millions consacré par une annexe de la convention aux études nécessaires à l'élaboration du projet ? Nous ne pouvons nous résoudre à imaginer un parlementaire interdit d'évoquer avec précisions de tels points qui font par ailleurs l'objet de discussions dans la société.

Eu égard à la double conclusion de « non relevance » de chacun des deux motifs de votre courrier, croisée avec d'une part les éléments amenés aux points 3 et 4 ci-dessus et l'obligation qui est vôtre d'appuyer par des éléments juridiquement probants toute décision en application de l'article 75.2 de notre règlement, nous ne pouvons rejoindre votre suggestion de modifier les développements de notre proposition et vous demandons de reconsidérer votre point de vue et de juger recevable « en l'état », la proposition de résolution reprise en annexe.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations les plus ~~sincères~~.


Kristof CALVO


Jean-Marc NOLLET

1008 Brussel, 03-07-2015

150722/27



DE VOORZITTER

AAN DE HEER KRISTOF CALVO
AAN DE HEER JEAN-MARC NOLLET
VOORZITTERSCHAP ECOLO-GROEN

HUIS DER PARLEMENTSLEDEN
BUREAU 2131

1000 BRUSSEL

Geachte Collega's,

Betreft : Voorstel van resolutie over de conventie Tihange

Ik heb kennis genomen van het voorstel van resolutie over de conventie Tihange 1, ingediend door uzelf en door de heer Jean-Marc Nollet.

Gelet op artikel 75, 2, van het Reglement van de Kamer dien ik te oordelen of dit voorstel mag worden toegelicht, gedrukt en rondgedeeld.

Ik heb vastgesteld dat in de toelichting van het voorstel de tekst van een door de Belgische Staat ondertekende confidentiële overeenkomst werd opgenomen die aansprakelijkheidsrisico's met zich mee kan brengen.

Mag ik u verzoeken de tekst van deze overeenkomst uit de toelichting te schrappen om de aansprakelijkheidsrisico's te vermijden, en om de geloofwaardigheid van de Kamer niet in het gedrang te brengen.

Met oprechte hoogachting,

SIEGFRIED BRACKE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BON A TIRER - AFDRUKKEN

DATE - DATUM 15/6

SIGNATURE

HANDTEKENING

0 maand 2015

0 mois 2015

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

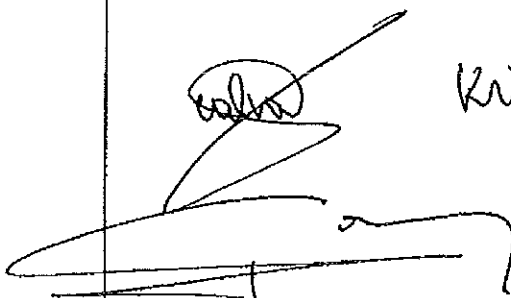
over de conventie Tihange 1

(ingediend door de heren Kristof Calvo
en Jean-Marc Nollet)

PROPOSITION DE RÉOLUTION

relative à la Convention Tihange 1

(déposée par MM. Kristof Calvo
et Jean-Marc Nollet)

 Kristof Calvo
Nollet Jean-Marc

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	:	socialistische partij anders
Écolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
cdH	:	centre démocrate Humaniste
VB	:	Vlaams Belang
PTB-GOI	:	Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
PP	:	Parti Populaire

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:		Abréviations dans la numérotation des publications:	
DOC 54 0000/000:	Parlementair document van de 54 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 54 0000/000:	Document parlementaire de la 54 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA:	Questions et Réponses écrites
CHIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag	CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV:	Beknopt Verslag	CRABV:	Compte Rendu Analytique
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespreken (met de bijlagen)	CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN:	Plenum	PLEN:	Séance plénière
COM:	Commissievergadering	COM:	Réunion de commission
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)	MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel.: 02/549 81 60
Fax: 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail: publicaties@dekamer.be

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél.: 02/549 81 60
Fax: 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel: publications@lachambre.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Gezien de ondertekenaars van deze resolutie op verschillende wijzen werden geïnformeerd over een door de Belgische Staat ondertekende conventie waarvan de inhoud gaat als volgt:

"De ONDERHAVIGE OVEREENKOMST werd gesloten op 12 maart 2014 tussen de onderstaande partijen (hierna de Partijen genoemd):

- a. DE BELGISCHE STAAT (hierna: de Staat), ...
- b. ELECTRABEL NV, ...
- c. EDF BELGIUM NV, ...
- d. GDF SUEZ SA, ...
- e. ELECTRICITE DE FRANCE SA, ...

1. Overwegende dat bij de wet van 18 december 2013 "houdende wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie en houdende wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales" toestemming wordt verleend voor de verlenging van de exploitatieduur van de kerncentrale Tihange 1 (hierna: Tihange 1) met 10 jaar, tot 30 september 2025, als tegenprestatie voor de betaling door de eigenaars aan de Staat van een vergoeding, die gelijk is aan een deel van de winstmarge van de centrale na aftrek van de som van de werkelijke exploitatiekosten en van een vergoeding tot dekking van de kosten voor het kapitaal aangewend voor de investeringen en van de specifieke risico's van het project vergeleken in een internationale context;

2. Overwegende dat die verlenging van de exploitatieduur van Tihange 1 grote investeringen vergt van Electrabel en EDF Belgium, die momenteel mede-eigenaars zijn van de centrale; dat die investeringen moeten kunnen worden ingepast in het investeringsbeleid van de industriële groepen waartoe zij behoren en de steun vereisen van hun respectieve moedermaatschappijen; dat Electrabel en EDF Belgium die investeringen slechts kunnen uitvoeren in een stabiel en transparant juridisch kader, dat een realistisch vooruitzicht biedt op een met de risico's van het investeringsproject overeenstemmend rendement;

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Attendu que les auteurs de la présente résolution ont été informés de différentes manières d'une convention engageant l'État Belge dont le contenu est le suivant:

"La PRÉSENTE CONVENTION a été conclue le 12 mars 2014 entre les parties suivantes (ci-après les "Parties"):

- a. L'État belge (ci-après: l' "État"), ...
- b. ELECTRABEL SA, ...
- c. EDF BELGIUM SA, ...
- d. GDF SUEZ SA, ...
- e. ELECTRICITE DE FRANCE SA, ...

1. Considérant que la loi du 18 décembre 2013 "modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales" autorise la prolongation de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire Tihange 1 (ci-après Tihange 1) de 10 ans jusqu'au 30 septembre 2025, en contrepartie du paiement par les propriétaires à l'État d'une redevance correspondant à une partie de la marge réalisée par la centrale qui dépasse la somme des charges d'exploitation et d'une rémunération couvrant le coût du capital mobilisé par les investissements et les risques spécifiques du projet, mesurés de façon comparative dans un environnement international;

2. Considérant que ladite prolongation de Tihange 1 nécessite des investissements importants de la part d'Electrabel et d'EDF Belgium, actuels copropriétaires de la centrale; que ces investissements doivent pouvoir s'inscrire dans la politique d'investissements des groupes industriels auxquels elles appartiennent et requièrent l'appui de leurs sociétés-mère respectives; qu'Electrabel et EDF Belgium ne sont en mesure de réaliser ces investissements que dans un cadre juridique stable et transparent qui offre une perspective réaliste d'un rendement à la hauteur des risques du projet d'investissement;

3. Overwegende dat bijgevolg nu reeds bij overeenkomst een aantal cruciale economische parameters met betrekking tot het investeringsproject moeten worden vastgelegd voor de volledige duur van de verlenging van de exploitatie van Tihange 1,

Werd het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Doel van de overeenkomst

1.1 In de onderhavige Overeenkomst worden de economische parameters vastgelegd met betrekking tot de verlenging van de exploitatieduur van Tihange 1 tot 30 september 2025 teneinde een stabiel en transparant economisch en juridisch kader te waarborgen, wat een voorwaarde is voor de uitvoering van de voor de verdere exploitatie tot die datum vereiste investeringen.

1.2 Te dien einde regelt de onderhavige Overeenkomst meer bepaald de volgende aspecten:

a) De verbintenis van de Eigenaars (zoals omschreven in artikel 2(i)) om de investeringen voor de levensduurverlenging (zoals omschreven in artikel 2(d)) uit te voeren;

b) De bepaling van de jaarlijkse vergoeding die door de Eigenaars is verschuldigd bij wijze van tegenprestatie voor de verlenging van hun exploitatierecht voor de kerncentrale Tihange 1; en

c) De schadevergoeding voor de Eigenaars in geval van een vroegtijdige, definitieve stillegging van de exploitatie van Tihange 1 op last van de overheid en in geval van eenzijdige handelingen van de Federale Staat die ofwel de economische parameters zouden wijzigen die in de onderhavige Overeenkomst bepaald zijn, ofwel het vermogen zouden verminderen van de Eigenaars om het verwachte rendement te halen uit de investeringen voor de levensduurverlenging die gedaan werden voor de verdere exploitatie van de kerncentrale Tihange 1.

Artikel 2. Definities

Voor de toepassing van de onderhavige Overeenkomst wordt verstaan onder:

(a) Exploitatiekosten: de kosten voor de exploitatie van Tihange 1, zoals bepaald in artikel 4.2.

(b) CREG: de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas.

(c) Netwerkbeheerder of Elia: Elia System Operator NV, een naamloze vennootschap naar Belgisch recht,

3. Considérant qu'il importe dès lors de fixer d'emblée, par voie conventionnelle, certains paramètres économiques clés du projet d'investissement pour toute la durée de la prolongation de Tihange 1,

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1er. Objet de la Convention

1.1 La présente Convention définit les paramètres économiques relatifs à la prolongation de la durée d'exploitation de Tihange 1 jusqu'au 30 septembre 2025, et ce, en vue de garantir un cadre économique et juridique stable et transparent qui conditionne la réalisation des investissements requis pour la poursuite de l'exploitation jusqu'à cette date.

1.2 A cet effet, la présente Convention règle notamment les aspects suivants:

a) L'engagement des Propriétaires (tels que définis à l'article 2(i)) à réaliser les investissements de Jouvence (tels que définis à l'article 2(d));

b) La détermination de la redevance annuelle due par les Propriétaires en contrepartie de la prolongation de leur droit d'exploitation de Tihange 1, et

c) L'indemnisation des Propriétaires en cas d'arrêt définitif anticipé de Tihange 1 imposé par les autorités publiques et en cas d'actes unilatéraux de l'État fédéral qui auraient pour effet soit de modifier les paramètres économiques définis dans la présente Convention, soit de réduire la capacité des Propriétaires à rentabiliser les investissements de Jouvence consentis pour la prolongation de l'exploitation de la centrale nucléaire de Tihange 1.

Article 2. Définitions

Pour l'application de la présente Convention, il y a lieu d'entendre par:

(a) Charges d'Exploitation: les charges d'exploitation imputables à Tihange 1, telles que définies à l'article 4.2.

(b) CREG: la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz.

(c) Gestionnaire du Réseau ou Elia: Elia System Operator SA, une société anonyme de droit belge,

met maatschappelijke zetel op de Keizerslaan 20, 1000 Brussel, België (...).

(d) Investerings voor de levensduurverlenging: de investeringen die noodzakelijk zijn voor de verlenging van de exploitatieduur van de kerncentrale Tihange 1 tot 30 september 2025, zoals omschreven in artikel 3.

(e) Werkdag: elke dag (behalve zaterdag of zondag) waarop de kredietinrichtingen in Brussel normaliter voor het publiek geopend zijn.

(f) NIRAS: de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en verrijkte Splijststoffen, of eender welke andere instelling die NIRAS zou vervangen voor de uitoefening van haar taken.

(g) Periode 2015-2015: de periode van 1 oktober 2015 tot 30 september 2025.

(h) Referentieperiode: afhankelijk van het geval:

(i) de periode van 1 oktober 2015 tot 31 december 2015 voor het jaar 2015;

(ii) het kalenderjaar voor elk van de jaren 2016 tot 2014; of

(iii) de periode van 1 januari 2025 tot 30 september 2025 voor het jaar 2025.

(i) Eigenaars: de mede-eigenaars van de kerncentrale Tihange 1, te weten Electrabel en EDF Belgium.

(j) Synatom: Société belge des Combustibles nucléaires Synatom — Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen Synatom (...).

(k) *Day-aheadprijs*: de "*Belpex Hourly Price Index*", d.i. de uurprijs in €/MWh die geldt op de dag van de levering van het vermogen, zoals gepubliceerd op de website www.belpex.com en vermeld in de rubriek "*Belpex Spot Market/Day-Ahead Market Results*", waarbij gepreciseerd wordt dat (i) elke uurprijsreferentie gecorrigeerd wordt voor de door Belpex in rekening gebrachte transactiekosten en dat (ii) wanneer de "*Belpex Hourly Price Index*" niet gepubliceerd wordt, de voor de vorige vergelijkbare dag gepubliceerde gegevens zullen dienen als de te hanteren referentie (uitsluitend te dien einde zullen weekdays als vergelijkbaar worden beschouwd, en zullen de zaterdagen en zondagen als vergelijkbaar worden beschouwd).

(l) *Endex*: de "*ICE Endex Calendar BE base load bid price*" uitgedrukt in €/MWh, zoals gepubliceerd door IceEndex in de rubriek "*Market Data/Belgian Power*

ayant son siège social Boulevard de l'Empereur 20, 1000 Bruxelles, Belgique (...).

(d) Investissements de Jouvence: les investissements requis pour la prolongation de la durée d'exploitation de Tihange 1 jusqu'au 30 septembre 2025, tels que définis à l'article 3.

(e) Jour Ouvrable: tout jour (autre que le samedi ou le dimanche) durant lequel les établissements de crédit sont généralement ouverts au public à Bruxelles.

(f) ONDRAF: l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies, ou toute autre organisme qui succéderait à l'ONDRAF dans l'exercice de ses missions.

(g) Période 2015-2025: la période du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2025.

(h) Période de Référence: selon le cas:

(i) La période du 1^{er} octobre 2015 au 31 décembre 2015 pour l'année 2015;

(ii) L'année calendrier pour chacune des années 2016 à 2024; ou

(iii) La période du 1^{er} janvier 2025 au 30 septembre 2025 pour l'année 2025.

(i) Propriétaires: les copropriétaires de Tihange 1, étant Electrabel et EDF Belgium.

(j) Synatom: Société belge des Combustibles nucléaires Synatom — Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen Synatom (...).

(k) *Prix day ahead*: le "*Belpex Hourly Price Index*", soit le prix horaire en €/MWh applicable le jour de la livraison de la puissance, tel que publié sur le site www.belpex.com et repris dans la rubrique "*Belpex Spot Market/Day-Ahead Market Results*", étant précisé que (i) chaque référence de prix horaire est corrigée des coûts de transaction appliqués par Belpex et (ii) dans le cas où le "*Belpex Hourly Price Index*" n'est pas publié, les données publiées pour le jour similaire précédent serviront de référence à appliquer (à cet effet uniquement, les jours de semaines seront considérés comme similaires, et samedi et dimanche seront considérés similaires).

(l) *Endex*: le "*ICE Endex Calendar BE baseload bid price*" en €/MWh, tel que publié par IceEndex dans la section "*Market Results/BE Power Futures*" du site

Futures" op de website www.iceendex.com, waarbij gepreciseerd wordt dat elke uurprijsreferentie gecorrigeerd wordt voor de door Endex in rekening gebrachte transactiekosten en dat wanneer de gegevens niet gepubliceerd worden, de notering die de dag voordien gepubliceerd werd, als te hanteren referentie zal dienen.

(m) Onevenwichtsprijs "Ella": referentieprijs POS uitgedrukt in €/MWh voor een positieve onevenwichtsprijs, en NEG voor een negatieve onevenwichtsprijs, zoals door Elia gepubliceerd op de website www.elia.be in de rubriek Grid data/Balancing/Onevenwichtsprijzen/Historiek onevenwichtsprijs.

(n) Medeondertekenende partijen: respectievelijk GDF SUEZ SA en EDF SA.

Artikel 3. Investerings voor de levensduurverlenging

Teneinde de kerncentrale Tihange 1 te kunnen blijven exploiteren gedurende de Periode 2015-2025 doen de Eigenaars de investeringen die noodzakelijk zijn voor de levensduurverlenging ("Investerings voor de levensduurverlenging"), waarvan de ramingen worden opgeijst in Bijlage A bij deze Overeenkomst.

Artikel 4. Vergoeding

4.1 De Eigenaars storten, elk naar evenredigheid van zijn onverdeelde aandeel in de kerncentrale Tihange 1, een jaarlijkse bijdrage in de vorm van een vergoeding aan de Staat bij wijze van tegenprestatie voor de verlenging van hun exploitatierecht voor de kerncentrale Tihange 1 voor de Periode 2015-2025.

4.2. De in artikel 4.1 bedoelde jaarlijkse vergoeding is voor de Referentieperiode n gelijk aan het bedrag dat resulteert uit de toepassing van de volgende formule, indien M_n (zoals hierna omschreven) een positieve waarde heeft:

$$0,7 \times M_n$$

waarbij:

0,7 = de coëfficiënt voor de verdeling van de marge ten gunste van de Staat;

M_n = de marge voor de Referentieperiode n , te weten:

$$M_n = V_n - (C_n + \text{Aver}_n - S_n),$$

waarbij:

www.iceendex.com, étant précisé que chaque référence de prix horaire est corrigée des coûts de transaction appliqués par Endex et qu'en l'absence de publication, la cotation publiée le jour précédent servira de référence à appliquer.

(m) Prix d'imbalance "Elia": références de prix "POS" en €/MWh, pour un prix d'imbalance positive, et "NEG", pour un prix d'imbalance négative, tels que publiés par Elia sur le site www.elia.be dans la section "Grid data/balancing/imbalance prices/History imbalance price data".

(n) Parties Co-signatrices: respectivement GDF SUEZ SA et EDF SA.

Article 3. Investissements de Jouvence

En vue de permettre la poursuite de l'exploitation de Tihange 1 sur la Période 2015-2025, les Propriétaires réalisent les investissements de jouvence requis ("Investissements de Jouvence") dont la liste prévisionnelle est reprise à l'Annexe A à la présente Convention.

Article 4. Redevance

4.1 Les Propriétaires versent à l'État, chacun au *pro rata* de sa part indivise dans Tihange 1, une contribution annuelle à titre de redevance en contrepartie de la prolongation de leur droit d'exploitation de Tihange 1 pour la Période 2015-2025.

4.2 La redevance annuelle visée à l'article 4.1 est égale, pour la Période de Référence n , au montant résultant de l'application de la formule suivante, si M_n (tel que défini ci-après) a une valeur positive:

$$0,7 \times M_n$$

Où:

0,7 = le coefficient de partage de marge en faveur de l'État;

M_n = la marge de la Période de Référence n , soit:

$$M_n = V_n - (c_n + \text{Aremu}_n - S_n),$$

Où:

V_n = de opbrengst van de verkoop van de elektriciteit van de kerncentrale Tihange 1, berekend volgens de formule zoals vermeld in de rubriek "Opbrengst van de verkoop" in Bijlage E bij deze Overeenkomst;

C_n = de kosten verbonden aan de exploitatie van de kerncentrale Tihange 1 ("Exploitiatiekosten"), waaronder de afschrijvingsannuïteit die overeenkomstig artikel 5 berekend wordt en alle kosten die gemaakt moeten worden voor de exploitatie van de kerncentrale Tihange 1 en voor het nakomen van de ermee samenhangende verplichtingen, zoals uitgesplitst en toegelicht in Bijlage F bij deze Overeenkomst;

$Averg_n$ = een globale nettovergoeding van 9,3 % uitgedrukt in een annuïteit, berekend overeenkomstig artikel 6; en

S_n = in voorkomend geval, elk negatief saldo dat uit voorgaande Referentieperioden wordt overgedragen overeenkomstig artikel 7.

4.3 De in artikel 4.1 bedoelde jaarlijkse vergoeding is voor de Eigenaars volledig aftrekbaar van de vennootschapsbelastinggrondslag.

Artikel 5. Afschrijvingen

5.1 Voor de berekening van de jaarlijkse vergoeding overeenkomstig artikel 4.2 worden de afschrijvingen op de Investerings voor de levensduurverlenging omgezet in gelijke annuïteiten die volgens de lineaire afschrijvingsmethode berekend worden over de Periode 2015-2025.

5.2 De in artikel 5.1 bedoelde annuïteit wordt herberekend na afloop van elke Referentieperiode op grond van de werkelijk gedane Investerings voor de levensduurverlenging en een geactualiseerde raming van de Investerings voor de levensduurverlenging die nog gedaan moeten worden gedurende de resterende periode tot 30 september 2025.

5.3 De afschrijvingsannuïteit wordt berekend volgens de formule zoals vermeld in Bijlage B bij deze Overeenkomst.

Artikel 6. Vergoeding voor geïnvesteerde bedragen

6.1 Voor de berekening van de jaarlijkse vergoeding overeenkomstig artikel 4.2 wordt de globale nettovergoeding van 9,3 % op de Investerings voor de levensduurverlenging uitgedrukt in gelijke annuïteiten die berekend worden over de Periode 2015-2025.

V_n = le produit de la vente d'électricité de Tihange 1, calculé selon la formule reprise à la rubrique "Produit de la vente" de l'annexe E à la présente convention;

C_n = les charges d'exploitation imputables à Tihange 1 ("Charges d'Exploitation"), comprenant l'annuité d'amortissement calculée conformément à l'article 5 et l'ensemble des coûts nécessaires à l'exploitation de Tihange 1 et au respect des engagements y afférents, tels que décomposés et détaillés à l'Annexe F à la présente Convention;

$Aremu_n$ = une rémunération globale nette de 9,3 % exprimée en annuité, établie conformément à l'article 6;

S_n = le cas échéant, tout solde négatif reporté de Périodes de référence antérieures conformément à l'article 7.

4.3 La redevance annuelle visée à l'article 4.1 est intégralement déductible de l'assiette de l'impôt des sociétés dans le chef des Propriétaires.

Article 5. Amortissements

5.1 Pour le calcul de la redevance annuelle conformément à l'article 4.2, les amortissements sur les Investissements de Jouvence sont convertis en annuités égales calculées selon la méthode d'amortissement linéaire sur la Période 2015-2025.

5.2. L'annuité visée à l'article 5.1 est recalculée à l'issue de chaque Période de Référence sur la base des Investissements de Jouvence réellement encourus et d'une estimation actualisée des Investissements de Jouvence à réaliser sur la période restant à courir jusqu'au 30 septembre 2025.

5.3 L'annuité d'amortissement est calculée selon la formule reprise à l'Annexe B à la présente Convention.

Article 6. Rémunération sur montants investis

6.1. Pour le calcul de la redevance annuelle conformément à l'article 4.2, la rémunération globale nette de 9,3 % sur les Investissements de Jouvence est exprimée en annuités égales calculées sur la Période 2015-2025.

6.2 De in artikel 6.1 bedoelde annuïteit wordt herberekend na afloop van elke Referentieperiode op grond van de werkelijk gedane Investerings voor de levensduurverlenging en een geactualiseerde raming van de Investerings voor de levensduurverlenging die nog gedaan moeten worden gedurende de resterende periode tot 30 september 2025.

6.3 De vergoedingsannuïteit wordt berekend volgens de formule zoals vermeld in Bijlage C bij deze Overeenkomst.

Artikel 7. Verrekening van eventuele negatieve verschillen

7.1 Voor zover, voor eender welke Referentieperiode, de in artikel 4.2 bedoelde marge M_n een negatief bedrag is, wordt dat bedrag afgetrokken van de opbrengst van de verkoop van de elektriciteit in de volgende Referentieperiode, na toepassing van een kapitalisatievoet die gelijk is aan het in artikel 6.1 bedoelde vergoedingspercentage.

7.2 Als er op 30 september 2025 een negatief saldo overblijft, blijft dat saldo ten laste van de Eigenaars, naar evenredigheid van hun onverdeelde aandeel in de kerncentrale Tihange 1.

Artikel 8. Controle, betaling en betwisting

8.1 Vóór 30 juni van het jaar volgend op elke Referentieperiode controleert de CREG de berekening van de in artikel 4 bedoelde vergoeding voor de voorbije Referentieperiode op grond van de rekeningen en documenten en overeenkomstig de procedures zoals omschreven in Bijlage G bij deze Overeenkomst.

8.2 De Eigenaars storten, elk naar evenredigheid van zijn onverdeelde aandeel in de kerncentrale Tihange 1, de in artikel 4 bedoelde vergoeding aan de Staat tegen 15 april van het jaar dat volgt op de betrokken Referentieperiode.

8.3 In geval van betwisting wordt er als volgt gehandeld:

(a) het niet-betwiste bedrag van de in artikel 4 bedoelde vergoeding wordt door de Eigenaars aan de Staat gestort tegen de in artikel 8.2 vermelde datum;

(b) de Partijen of, bij gebrek aan een akkoord, de Voorzitter van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, stellen een onafhankelijke expert aan die tegen 15 september van datzelfde jaar een beslissing neemt over de betwiste berekeningsfactoren;

6.2 L'annuité visée à l'article 6.1 est recalculée à l'issue de chaque Période de Référence sur la base des Investissements de Jouvence réellement encourus et d'une estimation actualisée des Investissements de Jouvence à réaliser sur la période restant à courir jusqu'au 30 septembre 2025.

6.3 L'annuité de rémunération est calculée selon la formule reprise à l'Annexe C à la présente Convention.

Article 7. Imputation d'éventuelles différences négatives

7.1 Dans la mesure où, pour une Période de Référence quelconque, la marge M_n , telle que définie à l'article 4.2, est un montant négatif, celui-ci est porté en déduction du produit de la vente d'électricité de la Période de Référence suivante, après application d'un taux de capitalisation égal au taux de rémunération prévu à l'article 6.1.

7.2 Si un solde négatif subsiste au 30 septembre 2025, celui-ci reste à la charge des Propriétaires, au *pro rata* de leurs parts indivises dans Tihange 1.

Article 8. Contrôle, paiement et contestations

8.1 Avant le 30 juin de l'année suivant chaque Période de Référence, la CREG vérifie le calcul de la redevance visée à l'article 4 pour la Période de Référence écoulée sur la base des comptes et documents, et selon les procédures, définies à l'Annexe G à la présente Convention.

8.2 Les Propriétaires, chacun au *pro rata* de leurs parts indivises dans Tihange 1, versent la redevance visée à l'article 4 à l'État pour le 15 avril de l'année suivant la Période de Référence en question.

8.3 En cas de contestation, il est procédé comme suit:

(a) le montant incontesté de la redevance visée à l'article 4 est versé par les Propriétaires à l'État pour la date prévue à l'article 8.2;

(b) les Parties ou, à défaut d'accord, le Président de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises désignent un expert indépendant qui tranche les éléments de calcul contestés pour le 15 septembre de la même année;

(c) de Eigenaars storten hun aandeel in het eventuele saldo van de in artikel 4 bedoelde vergoeding, waarvoor de onafhankelijke expert vastgesteld zou hebben dat het door de Eigenaars verschuldigd is, aan de Staat tegen 30 september van datzelfde jaar, verhoogd met verwijlinteressen tegen de Euriborrente op 3 maanden plus 150 basispunten voor de periode van 15 april tot de datum van de effectieve betaling.

Artikel 9. Vroegtijdige definitieve stillegging op initiatief van de overheid

9.1 Onverminderd artikel 9.3 vergoedt de Staat de Eigenaars voor de werkelijke schade die ze geleden hebben in geval van een definitieve, door de overheid opgelegde stillegging van de kerncentrale Tihange 1 voor 1 oktober 2025. Die schadevergoeding is verschuldigd binnen 30 dagen vanaf de datum van stillegging.

9.2 De in artikel 9.1 bedoelde werkelijke schade omvat:

(a) de in de artikelen 5 en 6 bedoelde afschrijvingsannuïteiten en vergoedingsannuïteiten voor de resterende periode tot 30 september 2025, berekend op grond van de reeds gedane of vastgelegde investeringen voor de levensduurverlenging;

(b) de in artikel 7 bedoelde eventuele negatieve verschillen die zouden overblijven na afloop van de Referentieperiode waarin de definitieve stillegging gebeurde; en

(c) de bijkomende kosten en lasten als gevolg van een vroegtijdige definitieve stillegging die de Eigenaars niet voor hun rekening hadden moeten nemen in geval van de definitieve stillegging van de kerncentrale Tihange 1 op 1 oktober 2025.

9.3 Overeenkomstig artikel 9.1 is er geen schadevergoeding verschuldigd in geval van vroegtijdige definitieve stillegging van Tihange 1 door de overheid:

(a) krachtens artikel 16, § 3, 2° lid van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, om dwingende redenen van nucleaire veiligheid; of

(b) ter uitvoering van een bindende beslissing van een bevoegde Europese of internationale instelling die de definitieve stillegging van Tihange zou opleggen zonder toekenning van enige schadevergoeding.

(c) les Propriétaires versent leur quote-part du solde éventuel de la redevance visée à l'article 4, dont l'expert indépendant aurait déterminé qu'il est dû par les Propriétaires, à l'État pour le 30 septembre de la même année, majoré d'intérêts de retard au taux Euribor à trois mois plus 150 points de base pour la période du 15 avril jusqu'à la date du paiement effectif.

Article 9. Arrêt définitif anticipé à l'initiative des autorités publiques

9.1 Sous réserve de l'article 9.3, si les autorités publiques imposent l'arrêt définitif de Tihange 1 avant le 1^{er} octobre 2025, l'État indemnise les Propriétaires pour le dommage réel subi par ceux-ci. Cette indemnité est due dans les 30 jours de la date d'arrêt.

9.2 Le dommage réel visé à l'article 9.1 comprend:

(a) les annuités d'amortissement et les annuités de rémunération visées aux articles 5 et 6 pour la période restant à courir jusqu'au 30 septembre 2025, calculées sur la base des investissements de Jouvence déjà réalisés ou engagés;

(b) les éventuelles différences négatives visées à l'article 7 qui subsisteraient à l'issue de la Période de Référence au cours de laquelle est intervenu l'arrêt définitif; et

(c) les coûts et charges supplémentaires qui sont causés par un tel arrêt et que les Propriétaires n'auraient pas dû supporter en cas de mise à l'arrêt définitif de Tihange 1 au 1^{er} octobre 2025.

9.3 Aucune indemnisation n'est due en vertu de l'article 9.1 en cas d'arrêt définitif anticipé de Tihange 1 imposé par les autorités publiques:

(a) en vertu de l'article 16, § 3, alinéa 2, de la loi du 15 avril 1994 "relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire", pour des raisons impératives de sûreté nucléaire; ou

(b) en exécution d'une décision contraignante de toute institution européenne ou internationale compétente qui imposerait l'arrêt définitif de Tihange 1 sans indemnisation.

In die gevallen zijn de Eigenaars, in het kader van de onderhavige Overeenkomst, geen schadevergoeding verschuldigd aan de Staat.

Artikel 10. Vroegtijdige definitieve stillegging op initiatief van de Eigenaars

10.1 Met inachtneming van de wettelijke opzeggingsplicht staat het de Eigenaars vrij de kerncentrale Tihange 1 vroegtijdig definitief stil te leggen:

(a) om technische reden of omwille van de nucleaire veiligheid; of

(b) wanneer ze van oordeel zijn dat de exploitatie ervan niet kan worden voortgezet in goede economische omstandigheden.

10.2 In de in artikel 10.1 bedoelde gevallen is de in artikel 9 bedoelde schadevergoeding onverminderd artikel 13 niet verschuldigd door de Staat en zijn de Eigenaars geen schadevergoeding verschuldigd aan de Staat.

Artikel 11. Beschikking over de energie en operationele aspecten

11.1 De Eigenaars beschikken vrij over de door Tihange 1 geproduceerde energie, elk naar evenredigheid van zijn onverdeelde aandeel in de kerncentrale.

Onverminderd het eerste lid zal elke Eigenaar, entiteit die belast is met het productiebeheer en de marktoperaties van de Eigenaar of elke aan de Eigenaar verbonden vennootschap, met inachtneming van zijn of haar verplichtingen, voor elke Referentieperiode op de geïnterconnecteerde elektriciteitsmarkt (met name de markten van de georganiseerde elektriciteitsuitwisseling of de markten voor onderhandse verkoop [*over the counter*]) een brutohoeveelheid elektriciteit aanbieden die overeenkomt met een derde van het aandeel van de Eigenaar in de productie van Tihange 1 gedurende dezelfde Referentieperiode. Die hoeveelheid zal voor de eerste en laatste Referentieperiode *pro rata temporis* verminderd worden.

11.2 Electrabel heeft als exploitant van Tihange 1 de operationele controle over Tihange 1, met name om redenen van veiligheid, onderhoud en periodieke revisies.

Artikel 12. Belastingen en buitengewone lasten

12.1 De in artikel 4 bedoelde vergoeding sluit alle andere heffingen ten voordele van de Staat die verbonden zouden zijn aan de eigendom of de exploitatie van de kerncentrale Tihange 1, aan de inkomsten, de productie

Dans ce cas, les Propriétaires ne sont redevables d'aucune indemnité envers l'État, dans le cadre de la présente Convention.

Article 10. Arrêt définitif anticipé à l'initiative des Propriétaires

10.1 Dans le respect des obligations légales de préavis, les Propriétaires restent libres de procéder à l'arrêt définitif anticipé de Tihange 1:

(a) pour des raisons techniques ou de sûreté nucléaire; ou

(b) lorsqu'ils considèrent que son exploitation ne peut être poursuivie dans des conditions économiques satisfaisantes.

10.2 Dans les cas visés à l'article 10.1, l'indemnité visée à l'article 9 n'est pas due par l'État, sans préjudice de l'article 13, et les Propriétaires ne sont redevables d'aucune indemnité envers l'État.

Article 11. Disposition de l'énergie et aspects opérationnels

11.1 Les Propriétaires disposent librement de l'énergie produite par Tihange 1 au *pro rata* de leurs parts indivises dans cette centrale.

Sans préjudice du premier alinéa, chaque Propriétaire, entité en charge de la gestion de la production et des opérations de marché du Propriétaire ou tout autre société liée au Propriétaire, dans le respect de ses contraintes, offrira, pour chaque Période de Référence sur le marché de l'électricité interconnecté (notamment les marchés des échanges organisés d'électricité ou les marchés de ventes de gré à gré [*over the counter*]) une quantité d'électricité brute équivalente à un tiers de la part du Propriétaire dans la production de Tihange 1 durant la même Période de Référence. Cette quantité sera réduite *pro rata temporis* pour la première et la dernière Période de référence.

11.2 Electrabel, en tant qu'exploitant de Tihange 1, dispose de la maîtrise opérationnelle de Tihange 1, notamment pour des raisons de sécurité, d'entretien ou de révisions périodiques.

Article 12. Impôts et charges extraordinaires

12.1 La redevance visée à l'article 4 exclut toutes autres charges en faveur de l'État (à l'exception des impôts d'application générale) qui seraient liées à la propriété ou à l'exploitation de Tihange 1, aux revenus,

of de productiecapaciteit van de centrale of aan het gebruik van nucleaire brandstof door de centrale, uit (met uitzondering van de algemeen geldende belastingen).

12.2 De ondertekening van de onderhavige Overeenkomst houdt niet in dat de Eigenaars afstand zouden doen van rechtsvorderingen voor eerdere feiten.

Ze houdt voorts voor de Eigenaars geen enkele nadelige erkenning in met betrekking tot het beginsel of de termen van de berekening van de repartitebijdragen zoals bedoeld in artikel 14, § 8 van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales.

Artikel 13. Schadevergoeding

13.1 In geval van niet-naleving van artikel 12.1 door de Federale Staat of in geval van eenzijdige handelingen van de Federale Staat die ofwel de economische parameters zouden wijzigen die in de onderhavige Overeenkomst bepaald zijn, ofwel het vermogen zouden verminderen van de Eigenaars om het verwachte rendement te halen uit de Investerings voor de levensduurverlenging die gedaan werden voor de verdere exploitatie van de kerncentrale Tihange 1, vergoedt de Staat de Eigenaars voor het inkomstenverlies en de bijkomende kosten en lasten die er voor hen uit voortvloeien. De vergoeding is door de Staat verschuldigd binnen een redelijke termijn te rekenen vanaf de formele kennisgeving van de door een of alle Eigenaars aan de Staat gerichte schadevergoedingsaanvraag. In geval van onenigheid tussen de Partijen over de door de Staat verschuldigde schadevergoeding wegens niet-naleving van artikel 12.1 door de Federale Staat of eenzijdige handelingen van de Federale Staat die ofwel de economische parameters zouden wijzigen die in de onderhavige Overeenkomst bepaald zijn, ofwel het vermogen zouden verminderen van de Eigenaars om het verwachte rendement te halen uit de Investerings voor de levensduurverlenging die gedaan werden voor de verdere exploitatie van de kerncentrale Tihange 1, zullen de Eigenaars de Staat op de in artikel 8.2 bedoelde datum het onbetwiste bedrag van de in artikel 4 bedoelde vergoeding betalen, tot er een gezamenlijke beslissing van de Partijen volgt of er een arbitrale uitspraak wordt gedaan over het geschil tussen de partijen over die vergoeding.

13.2 Elke Medeondertekenende Partij heeft zelf het recht om het inkomstenverlies en de bijkomende lasten die ontstaan voor de Eigenaar, dochteronderneming van de Medeondertekenende Partij, te vorderen. Niettemin

production ou capacité de production de cette centrale ou à l'utilisation par celle-ci de combustible nucléaire.

12.2 La signature de la présente Convention n'implique aucune renonciation par les Propriétaires à des recours judiciaires pour des faits antérieurs.

Elle n'implique, par ailleurs, de la part des Propriétaires aucune reconnaissance préjudiciable quant au principe ou aux éléments de calcul des contributions de répartition prévues par l'article 14, § 8, de la loi du 11 avril 2003 "sur les provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales".

Article 13. Indemnisation

13.1 En cas de non-respect de l'article 12.1 par l'État fédéral ou d'actes unilatéraux de l'État fédéral qui auraient pour effet soit de modifier les paramètres économiques définis dans la présente Convention, soit de réduire la capacité des Propriétaires à rentabiliser les Investissements de Jouvence consentis pour la prolongation de l'exploitation de la centrale nucléaire de Tihange 1, l'État indemnise les Propriétaires pour la perte de revenus et les coûts et charges additionnels qui en résultent pour eux. L'indemnité est due par l'État dans un délai raisonnable à compter de la notification formelle de la demande d'indemnisation adressée par l'un ou les Propriétaires à l'État. En cas de désaccord entre les Parties sur l'indemnisation due par l'État en cas de non-respect de l'article 12.1 par l'État fédéral ou d'actes unilatéraux de l'État fédéral qui auraient pour effet soit de modifier les paramètres économiques définis dans la présente Convention, soit de réduire la capacité des Propriétaires à rentabiliser les Investissements de Jouvence consentis pour la prolongation de l'exploitation de la centrale nucléaire de Tihange 1, les Propriétaires verseront à l'État le montant incontesté de la redevance visée à l'article 4 à la date prévue à l'article 8.2 jusqu'à ce qu'une décision conjointe des Parties ou une sentence arbitrale tranchant le désaccord des Parties sur cette indemnité intervienne.

13.2 Chaque Partie Co-signataire a un droit propre de réclamer la perte de revenus et les charges additionnelles qui résultent pour le Propriétaire, filiale de la Partie Co-signataire. Néanmoins, ces dommages ne peuvent

kunnen de schadevergoedingen slechts eenmaal worden toegekend, hetzij aan Eigenaar, dochteronderneming van de Medeondertekenende Partij, hetzij aan de Medeondertekenende Partij.

Artikel 14. Inwerkingtreding, duur en eventuele afrekeningen

14.1 De onderhavige Overeenkomst treedt in werking op de dag waarop alle Partijen ze ondertekend hebben.

14.2 De onderhavige Overeenkomst wordt gesloten voor een vaste looptijd die eindigt op 30 september 2025. Het verstrijken van de onderhavige Overeenkomst doet geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 4 tot 10, voor zover ze betrekking hebben op de Referentieperiode die op 30 september 2025 afloopt, noch aan de toepassing van de artikelen 12 tot 19.

14.3 Indien Tihange 1 vóór 1 oktober 2025 definitief stilgelegd wordt, zal de onderhavige Overeenkomst op dat ogenblik eindigen, onverminderd de toepassing van de artikelen 4 tot 10, voor zover ze betrekking hebben op de lopende Referentieperiode, en van de artikelen 12 tot 19. In dat geval zal de in artikel 4 bedoelde vergoeding die verschuldigd is voor de lopende Referentieperiode, worden afgerekend en zal in voorkomend geval de in artikel 9 of de in artikel 13 bedoelde schadevergoeding betaald worden.

Artikel 15. Ontstentenis van hoofdelijkheid

De Eigenaars handelen zonder onderlinge hoofdelijkheid.

Artikel 16. Onafhankelijkheid van de bepalingen van de Overeenkomst

16.1 Ingeval een bepaling van de wet van 18 december 2013 "houdende wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie en houdende wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales" geheel of gedeeltelijk nietig of ongeldig zou blijken te zijn, zal die nietigheid of ongeldigheid geen afbreuk doen aan de geldigheid van de onderhavige Overeenkomst.

16.2 Ingeval een bepaling van de onderhavige Overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou zijn, zal die nietigheid geen afbreuk doen aan de geldigheid van de andere bepalingen van de onderhavige Overeenkomst. In dat geval zullen de Partijen overleg plegen teneinde die bepaling voor zover mogelijk te

être alloués qu'une fois, soit au Propriétaire, filiale de la Partie Co-signatrice, soit à la Partie Co-signatrice.

Article 14. Entrée en vigueur, durée et éventuels décomptes

14.1 La présente Convention entre en vigueur le jour où toutes les Parties l'auront signée.

14.2 La présente Convention est conclue pour une durée fixe venant à échéance le 30 septembre 2025. L'expiration de la présente Convention n'affecte pas l'application articles 4 à 10, en ce qu'ils concernent la Période de Référence venant à échéance le 30 septembre 2025, ni les articles 12 à 19.

14.3 Si l'arrêt définitif de Tihange 1 intervient avant le 1^{er} octobre 2025, la présente Convention prendra fin à ce moment, sans préjudice de l'application des articles 4 à 10, en ce qu'ils concernent la Période de Référence en cours, et des articles 12 à 19. Dans ce cas, il sera procédé à un décompte pour la redevance visée à l'article 4 due pour la Période de Référence en cours ainsi que, le cas échéant, au paiement de l'indemnité prévue à l'article 9 ou de celle prévue à l'article 13.

Article 15. Absence de solidarité

Les Propriétaires agissent sans solidarité entre eux.

Article 16. Indépendance des dispositions de la Convention

16.1 Dans l'hypothèse où une disposition de la loi du 18 décembre 2013 "modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales" se révélerait nulle ou invalide en tout ou en partie, cette nullité ou invalidité n'affectera pas la validité de la présente Convention.

16.2 Dans l'hypothèse où une disposition de la présente Convention se révélerait nulle en tout ou en partie, cette nullité n'affectera pas la validité des autres dispositions de la présente Convention. Dans un tel cas, les parties se concerteront afin de substituer dans toute la mesure du possible à cette disposition une disposition

vervangen door een geoorloofde bepaling die overeenkomt met de geest en het doel van de oorspronkelijke bepaling.

16.3 Ingeval een van de indexen in een formule die vermeld wordt in een van de bijlagen bij de onderhavige Overeenkomst, gewijzigd of niet langer gepubliceerd zou worden, zullen de Partijen die door een andere index vervangen of de formule op een andere manier aanpassen teneinde de werking en de effecten die bij het sluiten van de onderhavige Overeenkomst beoogd werden, te vrijwaren.

Artikel 17. Berekening van de termijnen

De termijnen worden berekend overeenkomstig de artikelen 52 tot 54 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 18. Kennisgevingen

18.1 Alle uit hoofde van de onderhavige Overeenkomst vereiste of toegestane kennisgevingen of mededelingen tussen de Partijen dienen schriftelijk te gebeuren en worden (i) persoonlijk overhandigd tegen afgifte van een ondertekend en gedateerd ontvangstbewijs, (ii) per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs verzonden of (iii) per fax verzonden (met een kopie die ter bevestiging binnen twee werkdagen verzonden wordt) naar het in artikel 18.2 vermelde adres of naar elk ander adres dat overeenkomstig artikel 18 nadien zou zijn meegedeeld.

18.2 De kennisgevingen aan de Partijen worden aan de volgende adressen overgezonden:

(a) voor de Belgische Staat:

...

(b) voor Electrabel NV:

...

(c) voor EDF Belgium NV:

...

(d) voor GDF SUEZ SA:

...

(e) voor EDF SA:

...

licite correspondant à l'esprit et à l'objet de celle-ci.

16.3 Dans l'hypothèse où l'un des indices visés dans une formule reprise dans une annexe à la présente Convention serait modifié ou cesserait d'être publié, les Parties y substitueront un autre indice ou adapteront la formule d'une autre façon, de sorte à en préserver le fonctionnement et les effets envisagés lors de la conclusion de la présente Convention.

Article 17. Calcul des délais

Les délais sont calculés conformément aux articles 52 à 54 du Code judiciaire.

Article 18. Notifications

18.1 Toutes les notifications ou communications entre Parties requises ou permises en vertu de la présente Convention se feront par écrit et seront (i) remise en main propre contre récépissé daté et signé, (ii) envoyées par pli recommandé avec accusé de réception ou (iii) envoyées par télécopie (avec copie envoyée pour confirmation dans les deux jours ouvrables), à l'adresse indiquée à l'article 18.2 ou à toute autre adresse qui aurait été communiquée par la suite conformément au présent article 18.

18.2 Les notifications aux Parties seront adressées:

(a) pour l'État belge:

...

(b) pour Electrabel SA:

...

(c) pour EDF Belgium SA:

...

(d) pour GDF SUEZ SA:

...

(e) pour EDF SA:

....

Artikel 19. Toepasselijk recht en geschillen

19.1 de onderhavige Overeenkomst valt onder het Belgische recht en de regels en beginselen van het internationale recht.

19.2 Elke Partij kan een beroep doen op het Reglement voor het prearbitrale kort geding van de Internationale Kamer van Koophandel. De Partijen verklaren zich gebonden door de bepalingen van het voornoemde Reglement, dat exclusief zal worden toegepast wanneer er spoedeisende maatregelen vereist zijn.

19.3 Geschillen, onenigheden of bezwaren die voortvloeien uit de onderhavige Overeenkomst of daarmee verband houden, zullen via arbitrage beslecht worden overeenkomstig het Arbitragereglement van UNCITRAL.

De benoemende autoriteit is de secretaris-generaal van het Permanent Hof van Arbitrage in Den Haag. Het aantal scheidsrechters is vastgesteld op drie. Indien de Partijen bij een geschil het binnen 45 dagen na de indiening van de kennisgeving van arbitrage niet eens worden over de voorwaarden voor de aanstelling van de scheidsrechters, zal de benoemende autoriteit zelf drie scheidsrechters aanstellen.

In afwijking van het tweede lid zal er door de secretaris-generaal van het permanent Hof van Arbitrage in Den Haag één enkele scheidsrechter worden aangesteld voor geschillen, onenigheden en bezwaren voor een bedrag van minder dan een miljoen euro.

19.4 De plaats van arbitrage is Den Haag (Nederland). De arbitrageprocedure zal in het Frans verlopen.

19.5 Elke uitspraak zal onverwijld worden uitgevoerd, waarbij elke Partij onherroepelijk afstand doet van elke immuniteit van rechtsmacht of vrijstelling van uitvoering die ze zou kunnen genieten in verband met de uitvoering van de voormelde uitspraak.

Gedaan te Brussel, op 12 maart 2014, in vijf originele exemplaren, waarbij elke Partij bevestigt haar eigen exemplaar te hebben ontvangen.

DE BELGISCHE STAAT, ...

ELECTRABEL NV, ...

EDF BELGIUM NV, ...

GDF SUEZ SA, ...

EDF SA, ..."

Article 19. Droit applicable et litiges

19.1 La présente Convention est régie par le droit belge et par les règles et principes de droit international.

19.2 Toute Partie peut recourir au Règlement de référé pré-arbitral de la Chambre de commerce internationale. Les Parties se déclarent liées par les dispositions dudit Règlement qui sera utilisé de manière exclusive lorsque des mesures d'urgence seront requises.

19.3 Tout litige, différend ou réclamation né de la présente Convention ou s'y rapportant sera tranché par voie d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

L'autorité de nomination sera le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Le nombre d'arbitres est fixé à trois. Si, le litige né, les Parties ne parviennent pas à s'accorder sur les modalités de désignation des arbitres dans un délai de 45 jours à compter du dépôt de la notification d'arbitrage, l'autorité de nomination procédera à la désignation des trois arbitres.

Par dérogation à l'alinéa 2, il y aura un arbitre unique, nommé par le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, pour les litiges, différends ou réclamations d'un montant inférieur à un million d'euros.

19.4 Le lieu de l'arbitrage sera La Haye (Pays-Bas). La langue à utiliser pour la procédure arbitrale sera le français.

19.5 Toute sentence à intervenir sera exécutée sans délai, chaque Partie renonçant irrévocablement à toute immunité de juridiction ou d'exécution qu'elle pourrait avoir en relation avec l'exécution de ladite sentence.

Fait à Bruxelles, le 12 mars 2014, en cinq exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

l'État belge, ...

ELECTRABEL SA, ...

EDF BELGIUM SA, ...

GDF SUEZ SA, ...

EDF SA, ..."

Gezien Bijlage A van deze conventie een lijst van investeringen voor de levensduurverlenging bevat die niet volledig is (cfr. Rubriek 21 van deze bijlage die gaat als volgt "elke andere investering die nodig is voor de verlenging van de levensduur van Tihange 1 over de periode 2015-2025");

Gezien de conventie geen enkele begijfering bevat van de investeringen en de kosten, en het plafond van 600 miljoen euro voor deze kosten nergens vermeld staat;

Gezien er geen enkel onderscheid wordt gemaakt tussen "post-Fukushima" —investeringen (opvolging stresstesten) en investeringen voor de "levensduurverlenging";

Gezien het indrukwekkend bedrag van 57 miljoen euro wordt voorzien in Rubriek 4 van Bijlage A voor het uitvoeren van "studies" zonder hier in detail op in te gaan; zo kan bijvoorbeeld niet gecontroleerd worden of GDF probeert om op deze manier "in house" studies te financieren (Bijlage A Rubriek 4);

Gezien de inkomsten uit de termijn- en spotheadel, volgens Bijlage E van de Conventie, worden "vastgesteld op grond van een productie gedeeld door 3, namelijk 1/3 uit termijnhandel op (n-2), 1/3 uit termijnhandel op (n-1) en 1/3 uit day-aheadverkoop;

Gezien de exploitatiekosten, opgesteld in Bijlage F, ook "(j) Kosten en baten van onevenwicht", "(l) Taksen en compensaties", "(n) Kosten NIRAS" en "(o) Retributies voor gemeenschappelijke kosten met betrekking tot de site van Tihange." bevatten;

Gezien de "Algemene kosten voor de zetel van Electrabel", in rubriek (p) van Bijlage F worden overschat op basis van ongeveer 16,5 % van de Exploitatiekosten;

Gezien de CREG heeft gezegd dat de verificatie van de reële kosten moeilijk te realiseren zal zijn;

Gezien de federale Beroepscommissie voor de toegang tot milieu-informatie oordeelde op 8 juni 2015 dat "in casu" het publiek belang dat gediend is met de openbaarmaking niet kan worden ontkend, zeker niet in het licht van de parlementaire vragen en de debatten in het parlement over de verlenging van de kerncentrales".

Verder oordeelde de beroepscommissie dat het gedrag van de minister niet strookt met het internationaal recht (Europese richtlijn en verdrag van Aarhus), en betreurde dat de minister geen toegang verleent: "Hierdoor

Attendu que l'annexe A à cette convention comprend une liste des investissements qui est non exhaustive (cf. le point 21 de cette annexe qui dit ceci "Tout autre investissement nécessaire en vue de l'extension de la durée d'exploitation de Tihange 1 sur la période 2015-2025");

Attendu qu'il n'y a aucun chiffrage du montant des investissements et des coûts, le plafond de 600 millions n'est jamais cité;

Attendu qu'il n'y a pas de séparation entre investissements "Fukushima" (stress tests) et investissements "prolongation";

Attendu qu'un impressionnant montant de 57 millions est prévu au point 4 de cette annexe A pour réaliser des "études" sans aucun détail permettant par exemple de vérifier qu'il ne s'agit pas d'une manière pour GDF de se financer des études "in house" (Annexe A point 4);

Attendu que selon l'annexe E, les revenus tirés de la vente à terme et spot sont établis sur une base de production divisée en 3: 1/3 vendu à terme en (n-2), 1/3 vendu à terme (n-1), 1/3 vendu en Day Ahead;

Attendu que via l'annexe F, les charges d'exploitation comprennent notamment les "Coûts et Gains d'imbalance", les "Taxes et compensations", les "Coûts ONDRAF" et une "quote-part des charges communes relatives au site de Tihange";

Attendu que les frais généraux du siège d'Electrabel sont le point p de l'annexe F surestimés à 16,5 % des charges d'exploitation;

Attendu que la CREG a estimé que l'évaluation des coûts réels était très difficile à réaliser;

Attendu que la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales a jugé le 8 juin 2015 que "in casu" het publiek belang dat gediend is met de openbaarmaking niet kan worden ontkend, zeker niet in het licht van de parlementaire vragen en de debatten in het parlement over de verlenging van de kerncentrales".

La Commission fédérale de recours a également estimé que le comportement de la ministre ne s'accordait pas aux exigences du droit international (directives européennes et Convention d'Aarhus), et a déploré que

verhindert ze de goede werking van de Commissie en brengt ze het Belgische systeem op het Europese en internationale vlak in diskrediet."

In haar besluit vervolgt de federale Beroepscommissie voor de toegang tot milieu-informatie glashelder:

"Aangezien er geen uitzonderingsgronden kunnen worden ingeroepen, dienen de gevraagde bestuursdocumenten in principe openbaar te worden gemaakt".

Ook de Raad van State is al geruime tijd bijzonder kritisch voor het werken met een conventie (Advies van de Raad van State nr. 53.816/1/V van 9 september 2013):

"Gelet op het wettigheidsbeginsel inzake belastingen, neergelegd in de artikelen 170, § 1, en 172, tweede lid, van de Grondwet, dienen de essentiële elementen van de belasting bij wet te worden bepaald. Het gaat om de elementen aan de hand waarvan de belastingschuld kan worden bepaald, zoals de belastingplichtigen, de grondslag van de belasting, de aanslagvoet of het tarief, en de eventuele vrijstellingen en verminderingen."

"Eén en ander zal dus moeten worden verduidelijkt... ... Ook dat is echter een essentieel element met betrekking tot het berekenen van de belastingschuld, dat derhalve bij wet dient te worden bepaald en geregeld. De mogelijkheid om verliezen over te dragen mag niet afhankelijk worden gesteld van een overeenkomst tussen de Staat en de belastingplichtigen..."

"Het rechtstreeks toewijzen van bevoegdheden aan een minister door de wetgever komt neer op een ingrijpen van de wetgever in een prerogatief dat in beginsel aan de Koning als hoofd van de federale uitvoerende macht toebehoort op grond van artikel 37 van de Grondwet."

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Jean-Marc NOLLET (Ecolo-Groen)

la ministre n'accorde pas l'accès: "Hierdoor verhindert ze de goede werking van de Commissie en brengt ze het Belgische systeem op het Europese en internationale vlak in diskrediet."

La conclusion de la Commission fédérale de recours poursuit sans ambiguïté:

"Aangezien er geen uitzonderingsgronden kunnen worden ingeroepen, dienen de gevraagde bestuursdocumenten in principe openbaar te worden gemaakt".

Le Conseil d'État s'est également déjà montré par le passé particulièrement critique à l'égard du travail par convention (Avis du Conseil d'État 53.816/1/V du 9 septembre 2013):

"Eu égard au principe de légalité en matière d'impôts, consacré aux articles 170, § 1^{er}, et 172, alinéa 2, de la Constitution, les éléments essentiels de l'impôt doivent être établis par la loi. Il s'agit des éléments permettant de déterminer la dette d'impôt, tels que les contribuables, l'assiette de l'impôt, le taux d'imposition ou le tarif, et les exemptions ou réductions éventuelles."

"Il résulte de ce qui précède qu'il conviendra de préciser... (...) Or, il s'agit toutefois également d'un élément essentiel du calcul de la dette d'impôt, qui doit par conséquent être établi et réglé par la loi. La possibilité de reporter des pertes ne peut être subordonnée à une convention conclue entre l'État et les contribuables (...)".

"L'octroi par le législateur d'une délégation directe de pouvoirs à un ministre signifie que le législateur empiète sur une prérogative qui revient en principe au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral en vertu de l'article 37 de la Constitution."

4 VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de voorgeschiedenis van diverse pacten en conventies in de energiesector;

B. gelet op de beslissing van de federale beroepscommissie voor de toegang tot milieu-informatie van 8 juni 2015 en het advies van de Raad van State;

C. gelet op de parlementaire bespreking van het wetsontwerp inzake de levensduurverlenging van Tihange 1 en diverse debatten in de bevoegde Kamercommissie;

D. gelet op de berichten over de conventie in de media, o.a. in *De Tijd* en *L'Echo* van 12 juni 2015;

VERZOEKT DE REGERING:

1. de beslissing van de federale beroepscommissie voor de toegang tot milieu-informatie van 8 juni 2015 per direct uit te voeren door de gevraagde bestuursdocumenten volledig openbaar te maken;

2. het Rekenhof te vragen voor de opvolging van de opbrengsten en de kosten verbonden aan de conventie Tihange 1 en dat hierover jaarlijks wordt gerapporteerd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers;

3. voor de levensduurverlenging van Doel 1 en 2 niet te werken met een gelijkaardige conventie en in deze te kiezen voor volledige openbaarheid;

4. voor de levensduurverlenging van Doel 1 en 2 geen schadevergoeding vanwege de Belgische staat toe te staan, in deze extra belangrijk door de juridische onzekerheid.

23 juni 2015

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Jean-Marc NOLLET (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les antécédents des divers accords et conventions dans le secteur de l'énergie;

B. vu la décision de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales du 8 juin 2015 ainsi que l'avis du Conseil d'État;

C. vu la discussion parlementaire du projet de loi relatif à la prolongation de vie de Tihange 1 et les divers débats dans la commission compétente de la Chambre;

D. vu la publication de la convention dans les médias, entre autres dans *De Tijd* et *L'Echo* du 12 juin 2015;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'exécuter dès maintenant la décision de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales du 8 juin 2015 de rendre entièrement publics les documents demandés;

2. de demander à la Cour des comptes le suivi des recettes et des coûts liés la convention relative à Tihange 1 et d'en faire rapport annuellement à la Chambre des représentants;

3. de ne pas travailler sur la base d'une convention similaire pour la prolongation de la durée de vie des réacteurs de Doel 1 et Doel 2 et de privilégier en la matière une transparence totale;

4. de ne permettre, dans le cadre de la prolongation de la durée de vie des réacteurs de Doel 1 et Doel 2, le versement d'aucun dédommagement de la part de l'État belge, élément d'autant plus important compte tenu de l'insécurité juridique des textes.

23 juin 2015

— II —

BEKNOPT JURIDISCHE ANALYSE VAN DE
PARLEMENTAIRE ONVERANTWOORDELIJKHEID

1. Algemeen

- 1.1 Elke burger heeft een grondwettelijk gewaarborgd recht op vrije meningsuiting (art. 19 van de Grondwet [Gw.] en art. 10 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens [EVRM]). Deze vrijheid is echter niet absoluut. Misbruiken (zoals bijvoorbeeld laster en eerroof) kunnen strafrechtelijk, burgerrechtelijk (quasi-delictuele aansprakelijkheid, art. 1382 van het Burgerlijk Wetboek [BW]) of disciplinair worden gesanctioneerd door hoven en rechtbanken of tuchtorganen.
- 1.2 Voor parlementsleden, in de uitoefening van hun functie, voorziet art. 58 Gw. in een bijzondere bescherming: *"Geen lid van een van beide Kamers kan worden vervolgd of aan enig onderzoek onderworpen naar aanleiding van een mening of een stem, in de uitoefening van zijn functie uitgebracht."* Hoven en rechtbanken zijn dus niet bevoegd om een onderzoek in te stellen of uitspraak te doen over geschillen die rijzen naar aanleiding van een door een parlements lid, in de uitoefening van zijn ambt, uitgebrachte mening¹; tuchtorganen zijn dat evenmin (bijvoorbeeld de orde van geneesheren m.b.i. een parlements lid dat ook arts is). Het verschil met het gemeenrecht is niet de *freedom of speech* als dusdanig. Die geldt immers voor iedereen. Het onderscheid ligt in de onbevoegdheid van hoven en rechtbanken (of tuchtorganen) om te oordelen over het gebruik dat parlementsleden van hun *freedom of speech* maken.
- 1.3 Er zij op gewezen dat parlementsleden wel onderworpen blijven aan interne tuchtsancties, overeenkomstig het reglement opgelegd door de bevoegde organen van hun assemblee.²

¹ Het gaat daarbij om een "exceptie van niet-toelaatbaarheid".

² Zie met name artt. 62 tot 67 Rgt. Kamer. Voor een toepassingsgeval in de Kamer van volksvertegenwoordigers, waarbij de voorzitter een Kamerlid tweemaal tot de orde roept, hem het woord ontnemt, en enkele uitgesproken woorden uit het Integraal en het Beknopt Verslag laat schrappen, zie: *Hand. Kamer 2013-2014*, nr. CRIV53PLEN193 (27 maart 2014), 6-10. Voor een toepassingsgeval in het Europees Parlement, waarbij de voorzitter een lid van het Europees Parlement een financiële sanctie oplegt omdat hij de voorzitter van de Europese Raad had bestempeld als iemand met *"the charisma of a damp rag and the appearance of a low-grade bank clerk"*, zie: *Hand. Europees Parlement 2009-2010*, 24 februari 2010; *Hand. Europees Parlement 2009-2010*, 7 april 2010; Ger. (EU) 5 september 2012, Farage/Parlement en Buzek, T-564/11.

Zie ook: H. VUYE, "Les irresponsabilités parlementaire et ministérielle: les articles 58, 101, alinéa 2, 120 et 124 de la Constitution", *CDPK* 1997, 9 en 20-21.

- 1.4 De *ratio legis* van de parlementaire onverantwoordelijkheid is evident: in het kader van de uitoefening van zijn mandaat moet een parlements lid vrijuit kunnen spreken, in alle onafhankelijkheid en zonder vrees voor enige vorm van vervolging of sanctie (tenzij uiteraard door zijn/haar assemblee zelf, overeenkomstig het reglement).^{3, 4}

Dit werd bevestigd in het cassatiearrest van 1 juni 2006: "De parlementaire immuniteit dient een legitiem doel: het beschermen van de vrije meningsuiting in het parlement en de handhaving van de scheiding van machten tussen wetgever en rechter. Het is geen onevenredige inbreuk op het recht op toegang tot de rechter te beslissen dat de rechter niet mag oordelen of een meningsuiting van een parlements lid of van een parlementaire commissie foutief was en aldus de aansprakelijkheid van de federale Staat tot gevolg zou kunnen hebben."⁵

- 1.5 Een parlements lid geniet ten slotte ook buiten het toepassingsgebied van art. 58 Gw. de door art. 10 EVRM gewaarborgde vrijheid van meningsuiting.⁶

³ De oorsprong van de parlementaire *freedom of speech* is te vinden in de Engelse *Bill of Rights*. De grondwetten van nagenoeg alle parlementaire democratieën voorzien in zo'n immuniteit.

⁴ Naast het Hof van Cassatie op 1 juni 2006 (zie: voetnoot 5), heeft ook het Europees Hof voor de Rechten van de Mens het principe van de parlementaire onverantwoordelijkheid uitdrukkelijk bevestigd in zijn arrest van 17 december 2002 (A. t/ Verenigd Koninkrijk). In dat arrest merkt het Hof op dat de onverantwoordelijkheid die de parlementsleden genieten, rechtmatige doelstellingen dient, met name de bescherming van de vrije meningsuiting over zaken van openbaar belang en de scheiding tussen de wetgevende en de rechterlijke macht. Voor meer details over dit arrest (alsmede over een aantal andere arresten van het EHRM in dezelfde materie) leze men onder meer: F. KRENC, "La règle de l'immunité parlementaire à l'épreuve de la Convention européenne des droits de l'homme", *Rev. Trim. D.H.* 2003, 813-821; H. VANDENBERGHE, "Parlementaire onverantwoordelijkheid voor de 'freedom of speech' en het EVRM" in *Liber Amicorum Jean-Pierre De Bandt*, Brussel, Bruylant, 2004, 907-922; S. VAN DROOGHENBROECK, "L'irresponsabilité parlementaire en question", *Journal du Juriste* 28 januari 2003, 5-6; D. VOORHOOF, "Europees Hof erkent absolute vrijheid parlementair debat", *Juristenkrant* 15 januari 2003, 6; D. VOORHOOF, "Europees Hof bakenet vrijheid parlementair debat al", *Juristenkrant* 26 februari 2003, 9; K. MUYLLE, "Rechten van de mens en parlementaire immuniteiten: toont Luxemburg de weg aan Straatsburg?" in A. REISCHÁZY en M. VAN DER HULST (eds.), *Parlementair recht en grondrechten*, Brugge, die Keure, 2010, 49-94.

⁵ Cass. 1 juni 2006, C.05.0494.N, 14 (zie onder meer: RW 2006-2007, 213, concl. M. DE SWAEF, noot A. VAN OEVELEN, JT 2006, 461, noot S. VAN DROOGHENBROECK, NJW 2006, 559, noot I. BOONE, TBP 2006, 435, noot K. MUYLLE, JLM 2006, 1524, noot Y. THIELS en I. WOUTERS, CDPK 2006, 905, noot E. MAES).

⁶ H. VUYE en N. RENJART, "Le libre débat politique, une valeur essentielle de la démocratie", CDPK 2014, 392: "Il est important de préciser qu'un député qui s'exprime en dehors des limites de l'irresponsabilité ou de l'immunité parlementaire, ne perd pas pour autant le droit de critiquer le fonctionnement du gouvernement. Il reste protégé par l'article 10 de la Convention [européenne des droits de l'homme].".

3. Absoluut karakter van de *freedom of speech*

3.1 Het Hof van Cassatie heeft in zijn arrest van 1 juni 2006 het absolute karakter van de parlementaire onverantwoordelijkheid bevestigd.³⁸

3.2 Het principe van de parlementaire onverantwoordelijkheid sluit niet alleen strafrechtelijke vervolging uit (bijvoorbeeld voor laster en eerroof) maar tevens burgerlijke rechtsvorderingen en (externe) tuchtvorderingen (bijvoorbeeld door de orde van geneesheren voor parlementsleden die ook arts zijn).³⁹ Parlementsleden blijven wel onderworpen aan interne tuchtsancties waarin het reglement van hun assemblee voorziet.⁴⁰

X 3.3 De *ratio legis* van de parlementaire onverantwoordelijkheid, met name het garanderen van de onafhankelijkheid van de parlementsleden, verzet zich inderdaad ook tegen burgerlijke of (externe) disciplinaire vorderingen. Deze kunnen immers even afschrikwekkend werken als strafrechtelijke vervolging en leiden tot een soort zelfcensuur. «Indien de burgers het recht zouden hebben een schadeclaim tegen de Staat in te leiden op grond van een beweerde onzorgvuldige menigsuitdrukking geuit in het raam van de parlementaire werkzaamheden, zou die vrijheid in strijd met de Grondwet beperkt worden.»⁴¹

3.4 Een parlements lid kan ook weigeren te getuigen in een aangelegenheid die verband houdt met zijn *freedom of speech* en is evenmin verplicht zijn bronnen prijs te geven.⁴²

3.5 Er zij op gewezen dat, wat een eventuele strafrechtelijke vordering betreft, het parlements lid beschermd wordt door de parlementaire onschendbaarheid (art. 59 Gw.). M.b.t. de burgerlijke vordering (gesteund op de quasi-delictuele aansprakelijkheid van art. 1382 BW) is het echter de rechter die soeverein oordeelt over de toelaatbaarheid van de vordering en de toepasselijkheid van de *freedom of speech*.

3.6 De meningen en stemmen uitgebracht door parlementsleden in de uitoefening van hun functie of de reproductie ervan in de

³⁸ Cass. 1 juni 2006, C.05.0494.N (zie: voetnoot 5).

³⁹ Cass. 12 oktober 1911, Pas. 1911, 308.

⁴⁰ Zie: voetnoot nr. 2.

⁴¹ Cass. 1 juni 2006, C.05.0494.N (zie: voetnoot 5). Zie ook: P.D.G. CABOOR, "Rechten van de mens en parlementaire immuniteiten: enkele overpeinzingen vanuit de praktijk van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat" in A. REISÖHÄZY en M. VAN DER HULST (eds.), *Parlementair recht en grondrechten*, Brugge, die Keure, 2010, 108-110, nr. 16.

⁴² H. VUYE, l.c., 9-10: de heer Ch. WOESTE weigerde in 1884 te getuigen voor de correctionele rechtbank van Gent n.a.v. een geschrift dat hij had voorgelezen in de Kamer. Hij werd veroordeeld tot de betaling van een boete. De rechtsleer is evenwel van oordeel dat deze uitspraak ongrondwettelijk is.